

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

HUSSON

Note sur la mortalité des enfants du premier âge nés dans la ville de Paris

Journal de la société statistique de Paris, tome 11 (1870), p. 277-287

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1870__11__277_0

© Société de statistique de Paris, 1870, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS.



I.

Note sur la mortalité des enfants du premier âge nés dans la ville de Paris.

L'étude de la mortalité des enfants nés à Paris présente des difficultés particulières : en effet, parmi les nouveau-nés qui viennent au monde dans la capitale, les uns sont conservés dans leurs familles pour être soignés par leurs mères, les autres, confiés à des nourrices, sont élevés à la campagne, au moins pendant toute la durée de l'allaitement.

Ce placement en nourrice peut lui-même être opéré de quatre façons différentes, soit que la famille ait recours à l'intermédiaire de la Direction municipale ou à l'entremise des bureaux de louage, connus sous le nom de *Petits Bureaux*, soit qu'elle confie elle-même directement le nouveau-né à une nourrice de son choix, soit enfin que, complètement déshérité dès sa naissance, l'enfant ait été porté à l'hospice des Enfants assistés.

C'est sous ces différents aspects que se présente la question dont nous abordons l'étude, et c'est aussi sous chacun d'eux qu'elle va être successivement étudiée.

I. — MORTALITÉ A PARIS.

Il convient de rechercher, d'abord, quelle peut être, au sein même de la capitale, la mortalité des enfants qui y sont nés et qui ont été conservés par leurs familles. Afin d'opérer sur des données qui méritent confiance, on a relevé le nombre des naissances et des décès pendant une période de cinq ans, et l'on en a tiré des moyennes qui, ainsi établies, présentent toutes les garanties d'exactitude que comporte ce genre de calcul. Les naissances qui ont eu lieu dans la ville de Paris pendant la période de 1862 à 1866, s'élèvent aux chiffres ci-après, d'après des renseignements pris à des sources officielles.

1862	52,312 naissances.	
1863	54,077	—
1864	53,835	—
1865	55,096	—
1866	54,285	—
Total	269,605	—
Moyenne annuelle. . .	53,921	—

Mais, pour l'objet que nous poursuivons, il est nécessaire de retrancher de ce nombre celui des enfants qui ont été envoyés en nourrice à la campagne et qui ne doivent pas figurer dans le calcul de la mortalité à Paris. Il faut donc, d'après

ce qui a été dit plus haut, rechercher en premier lieu combien d'enfants sont placés annuellement par la Direction des nourrices, par les bureaux de louage et par l'hospice des Enfants assistés; il serait également désirable qu'on eût les moyens de déterminer, fût-ce d'une manière approximative, le nombre des nouveau-nés qui peuvent être envoyés directement en nourrice, sans passer par l'un ou l'autre de ces intermédiaires; mais on verra plus loin quelles difficultés présente une telle évaluation, lorsqu'on veut raisonner sur des résultats quelque peu sérieux.

Nous avons des données certaines sur le nombre des placements opérés, chaque année, par la Direction des nourrices et par l'hospice des Enfants assistés; mais comme ces deux établissements reçoivent, non-seulement les enfants de la ville de Paris, mais encore ceux des communes suburbaines et même, pour l'hospice des Enfants assistés, ceux des arrondissements de Saint-Denis, de Sceaux et d'autres départements, il a fallu dégager ces divers éléments, afin de ne tenir compte que des seuls nouveau-nés appartenant à la ville de Paris. C'est dans ce but que le tableau suivant a été dressé :

	Direction des nourrices.		
	Total des placements.	Enfants nés à Paris.	Enfants venus d'autres communes du département de la Seine.
1862.	2,295	2,173	122
1863.	2,376	2,252	124
1864.	2,180	2,035	145
1865.	1,974	1,851	123
1866.	1,973	1,842	131
Totaux	10,798	10,153	645
Moyennes annuelles.	2,160	2,031	129

A l'égard des placements opérés par l'hospice des Enfants assistés, le calcul ne peut être établi, pour le même temps, d'une façon aussi rigoureuse, attendu que c'est seulement à partir de 1868 qu'on a fait entrer, dans les données statistiques publiées chaque année, les renseignements relatifs au domicile des mères qui abandonnent leurs enfants.

Toutefois, la moyenne des années 1868 et 1869 indiquant que, parmi les enfants reçus annuellement à l'hospice, 800 n'appartiennent pas à la ville de Paris, on peut, en toute vraisemblance, appliquer ce chiffre aux années qui nous occupent, ce qui donnera le résultat suivant:

Enfants reçus à l'hospice, de 1862 à 1866.	19,080
Moyenne annuelle.	3,818
Enfants venus chaque année des arrondissements de Saint-Denis et de Sceaux ou d'autres départements, à déduire	800
Nombre moyen restant des enfants nés à Paris et reçus à l'hospice . . .	3,018

En ce qui concerne les bureaux particuliers, la préfecture de police, dans un document récemment publié, a donné un relevé du nombre des nourrices qui ont été annuellement inscrites, comme appartenant à ces bureaux, depuis 1841 jusqu'en 1869.

D'après ce relevé, le nombre des inscriptions serait, pour la période d'années sur laquelle nous avons déjà opéré (1862-1866), de 57,599; c'est ce qui ressort des chiffres qu'on va lire :

1862	11,202	nourrices inscrites.
1863	11,354	— —
1864	11,491	— —
1865	11,906	— —
1866	11,646	— —
Total	57,599	— —
Moyenne annuelle. . .	11,520	— —

Mais, sur 11,520 nourrices inscrites chaque année, un certain nombre se sont placées à Paris en qualité de nourrices sur lieu : il importe de ne pas les confondre avec celles qui sont retournées à la campagne, emmenant un nourrisson pris à Paris. Ajoutons qu'il n'y a pas, en réalité, un nombre de placements absolument égal à celui des nourrices inscrites; il arrive, en effet, que quelques-unes de ces femmes venues à Paris sont rappelées subitement dans leur pays ou y retournent d'elles-mêmes sans emporter de nourrisson parisien. Ce sont là des distinctions qu'il y aurait grand intérêt à connaître exactement et qui ne sont pas faites dans le document dont nous parlons. On se trouve ainsi obligé d'accepter, sans pouvoir le vérifier, le chiffre rond de 9,000, auquel est évalué le nombre des enfants qui sont confiés, chaque année, par l'intermédiaire des Petits Bureaux, à des nourrices de campagne.

Mais, si, en ce qui regarde les enfants placés par les bureaux particuliers, les indications sont, comme on vient de le voir, quelque peu incertaines, elles font absolument défaut pour les enfants que les familles envoient directement en nourrice. En l'absence de tout document qui puisse servir à en fixer le nombre d'une manière précise, on a dû chercher à le déterminer très-approximativement d'après les divers renseignements que l'on a pu recueillir à ce sujet.

Dans un discours prononcé à l'Académie de médecine, le 23 octobre 1866, nous avons évalué à 3,000, au minimum, le nombre des enfants placés directement en nourrice par leurs familles. D'un autre côté, M. le docteur Brochard, dans son ouvrage sur la mortalité des nourrissons en France, porte ce nombre à 5,000, et suppose qu'il doit être encore plus élevé. Enfin, le document officiel publié l'année dernière par le ministère de l'intérieur élève à 25,000 le nombre des nouveau-nés qui quitteraient annuellement Paris, et fait figurer pour 9,000 ou 10,000 au moins, dans ce total, les enfants mis directement en nourrice par leurs familles. Ce chiffre est certainement exagéré, et l'on est porté à croire que, la vérité se trouvant entre les termes extrêmes, le nombre probable doit osciller entre 5,000 et 7,000. Nous croyons donc devoir fixer à 6,000 le nombre de ces placements, et, dans cette évaluation même, nous nous rapprochons du maximum de 7,000, car il est à présumer qu'on ne compte pas moins de 1,000 enfants ramenés à Paris faute de paiement des mois de nourrice, et qui viennent trop souvent y mourir.

Des 53,921 naissances qui forment la moyenne annuelle pour Paris, il convient donc de retrancher :

1° Les enfants placés par la Direction municipale des nourrices	2,031
2° Les enfants placés par l'hospice des Enfants assistés	3,018
3° Les enfants placés par l'intermédiaire des bureaux particuliers ; évaluation	9,000
4° Les enfants placés directement par leurs familles ; évaluation.	6,000
Ce qui donne un total de	20,049
Le nombre des nouveau-nés qui restent à Paris dans leurs familles peut donc s'évaluer à	<u>33,872</u>

Si, maintenant, afin d'obtenir la proportion de mortalité ramenée à 100 naissances, on veut constater quel est, pour ces mêmes années, le nombre des enfants de moins de 1 an décédés à Paris, les documents officiels fournissent les chiffres ci-après :

1862.	8,309	décès.
1863.	8,127	—
1864.	8,249	—
1865.	8,622	—
1866.	7,843	—
Total.	41,150	—
Moyenne annuelle. . .	8,250	—

La mortalité des enfants, dans la ville de Paris, s'établit donc par le calcul suivant :

$$\frac{8,250 \times 100}{33,872} = 24.36.$$

En présence de ce résultat, on est frappé tout d'abord de ce fait que la mortalité des enfants à Paris, au sein même de leurs familles, est de beaucoup supérieure à la mortalité générale relevée dans toute la France, pour les enfants de la naissance à 1 an.

Nous avons nous-même évalué, en effet, cette dernière mortalité à 17.50 p. 100 en basant notre calcul sur la période de 1853 à 1860. M. le docteur Bertillon, opérant sur une autre période de sept années (1857 à 1864), a trouvé qu'elle s'était élevée à 17.91 p. 100. Enfin, d'après les relevés officiels faits au ministère de l'agriculture et du commerce par la Direction de la statistique générale de France, cette mortalité atteint, par les cinq années écoulées de 1861 à 1865, la moyenne de 17.93 p. 100.

Quel que soit celui de ces nombres auquel on veuille s'en rapporter (et l'on voit quel écart insignifiant les sépare), il n'en reste pas moins acquis que la mortalité qui frappe, à Paris même, les enfants de la naissance à 1 an, est supérieure de 6 à 7 p. 100 à la mortalité générale des enfants du même âge dans toute la France.

Un tel résultat est fait pour surprendre à première vue, si l'on songe surtout que les enfants naturels, nés dans les plus mauvaises conditions et, pour la plupart, voués d'avance à l'abandon, sont envoyés à la campagne par l'hospice des Enfants assistés, et que, d'un autre côté, on place en nourrice, souvent au moyen de secours spéciaux, les enfants des familles pauvres dont l'état d'indigence a été reconnu.

Il semblerait dès lors que ces deux grandes catégories d'enfants particulièrement déshérités se trouvant éloignées de Paris, on ne dût plus y rencontrer que les enfants qui, étant conservés par leurs familles, seraient, du moins pour la majeure partie, dans une situation en quelque sorte privilégiée.

Il n'en est pas ainsi, en réalité, et l'on peut attribuer ce fait à plusieurs causes principales : la première et la plus meurtrière est, sans contredit, la faiblesse native d'un grand nombre d'enfants et surtout des enfants naturels qui meurent dans les premiers jours de leur naissance, avant leur envoi en nourrice. D'un autre côté, et cela peut être un objet d'étonnement, les Petits Bureaux placent dans Paris même, ainsi qu'on le verra plus loin, un nombre assez notable de nouveau-nés, et il est fort douteux que ces placements soient effectués dans de bonnes conditions. On rencontre encore une cause active de mortalité dans le retour prématuré des nouveau-nés envoyés à la campagne, et dont les mois de nourrice ont cessé d'être acquittés, ou de ceux qui, remis à leurs parents, avant l'année expirée,

meurent bientôt, soit que ce retour ait été l'occasion d'un sevrage anticipé, soit que les nouveau-nés nourris au biberon ou avec des aliments solides soient atteints de cette maladie connue sous le nom de carreau et qui entraîne si souvent la mort ou le rachitisme. Enfin, on doit rapporter encore de nombreux décès à la déplorable influence qu'exerce l'usage de l'allaitement artificiel. Cette pratique est en effet très-fréquente dans les familles, et nous croyons savoir, d'ailleurs, qu'il existe, dans plusieurs quartiers de la capitale, au Gros-Cailou, par exemple, des femmes qui font métier d'élever au biberon des nouveau-nés et en réunissent ainsi plusieurs à la fois auxquels elles donnent leurs soins. C'est là une déplorable industrie, et nous ne doutons pas que, si elle existe réellement dans des proportions un peu larges, il ne faille lui imputer une part de la mortalité que nous constatons pour Paris.

II. MORTALITÉ DES ENFANTS PLACÉS DIRECTEMENT EN NOURRICE PAR LEURS FAMILLES.

On se rappelle que le nombre des enfants confiés chaque année par des familles parisiennes à des nourrices de campagne, par voie de placement direct, n'a pu être établi d'une façon précise, et que l'évaluation en a été faite à 6,000. On serait réduit aux mêmes hypothèses, si l'on voulait connaître le chiffre des décès qui peuvent se produire sur cette catégorie d'enfants, et l'on comprend combien, dans ces circonstances, il serait téméraire d'indiquer une proportion quelconque de mortalité.

On est toutefois autorisé à penser que cette mortalité n'est pas aussi considérable qu'on l'a prétendu, surtout si l'on entend parler de ces placements directs faits aux environs de Paris, dans les conditions que nous avons indiquées nous-même devant l'Académie de médecine.

« Il est à Paris, avons-nous dit, un certain nombre de petits bourgeois, de marchands ou d'artisans aisés qui envoient leurs enfants en nourrice, dans les environs de la capitale, par connaissance directe: c'est surtout dans les départements de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne et de l'Oise qu'ont lieu ces placements. Les nourrices sont ainsi choisies parce qu'elles ont déjà élevé un enfant de la famille, l'enfant d'un parent ou celui d'un voisin. Leur salaire est généralement convenable; on les visite pour embrasser l'enfant et juger de ses progrès; et ce voyage, que la proximité rend facile, est souvent la partie du dimanche.

« Il est rare que ces visites, qui profitent au nouveau-né, ne soient pas l'occasion de dons utiles à l'enfant et à la nourrice¹. »

Quelques personnes ont cherché cependant à faire peser sur les enfants envoyés directement en nourrice toutes les mauvaises chances de l'allaitement mercenaire, et à leur attribuer la plus forte part de la mortalité signalée. C'est un reproche auquel ce que l'on vient de dire répond déjà en partie; si, dans plusieurs départements, il existe des nourrices sèches qui se chargent d'élever artificiellement plusieurs enfants à la fois, il n'est point prouvé que les nouveau-nés qui leur sont confiés appartiennent tous à la ville de Paris, et que le nombre de ces enfants soit d'ailleurs très-considérable. Autrement, les communications que nous devons à tant d'hommes aussi compétents que consciencieux, auraient non-seulement relevé la fréquence de ce fait, mais elles auraient encore indiqué avec précision les lieux où s'exerce cette triste industrie. Le département d'Eure-et-Loir, dans lequel

1. Discours prononcé dans la séance du 5 octobre 1869.

la mortalité est énorme, ne reçoit qu'un très-petit nombre de ces enfants placés directement par leurs familles ; presque toutes les nourrices de ce département sont embauchées pour les bureaux particuliers, et si quelques-unes prennent des enfants par voie de placement direct, le nombre en est très-restreint. On dira et l'on n'a pas manqué de dire que le département de Seine-et-Marne, où la mortalité est aussi très-forte, reçoit beaucoup d'enfants mis directement en nourrice. Le fait est exact ; mais il est certain qu'il en reçoit plus encore dont l'envoi a lieu par les bureaux particuliers qui y recrutent des nourrices. Le département de l'Yonne fournit des nourrices aux bureaux particuliers, à la Direction municipale, au service des Enfants assistés ; la mortalité constatée dans ce département peut-elle donc être imputée aux enfants qui y seraient placés directement, et ne voit-on pas bien plutôt que ces placements, s'ils devaient être très-multipliés, y seraient très-difficiles, à raison du nombre considérable de nourrices qui y sont recrutées pour ces trois services réunis ?

III. MORTALITÉ DES ENFANTS PLACÉS EN NOURRICE PAR DIVERS INTERMÉDIAIRES.

Après avoir déterminé quelle est la mortalité des enfants conservés à Paris dans leurs familles et avoir démontré l'impossibilité d'évaluer avec certitude celle des nouveau-nés placés directement en nourrice à la campagne, il reste à examiner dans quelle proportion sont atteints les enfants placés par les divers intermédiaires dont il a été parlé plus haut, savoir : la Direction municipale des nourrices, l'hospice des Enfants assistés, enfin, les bureaux particuliers ou Petits Bureaux.

1° *Direction municipale des nourrices.* — Pour la Direction des nourrices dont on s'occupera d'abord, on aurait pu se borner à établir le calcul sur tous les enfants existants au premier jour de l'année, et ajoutés à ceux qui ont été placés jusqu'au 31 décembre ; cette façon de procéder rentrerait même dans les données de l'enquête officielle faite sous la direction du ministère de l'intérieur, puisqu'elle s'appliquerait presque exclusivement aux enfants de la naissance à 2 ans. En effet, lorsqu'ils sont parvenus à cet âge, la Direction des nourrices les *dérôle* d'office, c'est-à-dire qu'elle cesse de les faire figurer sur ses contrôles. Une tolérance spéciale et rarement accordée peut prolonger ce terme de six mois ; mais ce sont là des exceptions, et, en tous cas, le terme de deux ans et demi est la dernière limite accordée. C'est en opérant ainsi que nous avons obtenu la proportion de 17.04 p. 100 comme représentant la mortalité des enfants placés par la Direction des nourrices, pour la période de 1858 à 1865¹ ; mais, puisque nous avons jusqu'ici raisonné sur la période quinquennale de 1862 à 1866, nous allons faire connaître comment s'établirait, d'après ces bases, le calcul de cette mortalité.

Années.	Enfants existant le 1 ^{er} janvier.	Enfants placés pendant l'année.	Total.	Nombre de décès survenus pendant l'année.	Mortalité pour 100.
1862	2,027	2,295	4,322	607	14.04
1863	2,182	2,376	4,558	812	17.81
1864	2,161	2,480	4,341	751	17.30
1865	2,103	1,974	4,077	767	18.81
1866	1,824	1,973	3,797	529	13.93
Totaux	10,297	10,798	21,095	3,466	»
Moyennes annuelles . .	2,059	2,159	4,219	693	16.43

1, Discours à l'Académie de médecine, séance du 23 octobre 1866.

Mais nous avons déjà eu l'occasion de faire remarquer qu'une statistique mortuaire qui embrasse sans distinction des calculs de mortalité établis sur les enfants de la naissance à 2 ans, ne saurait être considérée comme donnant des résultats applicables à l'étude de la mortalité particulière aux nourrissons.

Il est prouvé, en effet, que la mortalité qui frappe les enfants est considérable pendant la première année et qu'elle se ralentit très-sensiblement dans la seconde; et si l'on s'en rapporte aux tables les plus connues, celles de Duvillard et de Deparcieux, on voit que, dans le calcul de la mortalité de la naissance à 2 ans, la part afférente à la seconde année est le tiers à peine de la mortalité totale. Faire figurer, dans un relevé destiné à faire connaître la mortalité des nourrissons, des enfants âgés de plus de 1 an, c'est donc y introduire un élément trop favorable et fausser par là le résultat cherché.

Aussi, quelque exactes que soient les données sur lesquelles on a déterminé plus haut la proportion des décès qui frappent les enfants placés par la Direction des nourrices, pris en masse, on ne saurait s'y borner, et afin de connaître, de la façon la plus certaine, la mortalité qui atteint les enfants pendant le cours de la première année, c'est-à-dire pendant la période normale de leur allaitement, on a procédé de la manière suivante :

On a relevé sur des fiches nominatives et individuelles, dressées d'après les registres matricules de la Direction, le nombre d'enfants placés chaque année, de 1862 à 1866 inclusivement, et l'on a indiqué, sur chacune de ces fiches, soit l'époque du décès du nourrisson, soit celle de la remise aux parents. On a obtenu ainsi très-exactement le nombre des enfants morts dans leur première année, et on a pu le rapporter exactement au chiffre des enfants placés qui avaient fourni ce contingent de décès. On a fait plus: on a distingué, dans le calcul ainsi opéré, les enfants légitimes des enfants naturels, afin de déterminer en même temps la mortalité spéciale à chacune de ces deux grandes catégories. Ce sont les résultats ainsi obtenus que présente le tableau ci-après, dont on ne craint pas de garantir l'exactitude absolue:

Années.	Enfants envoyés en nourrice			Enfants de 1 jour à 1 an.					
	légitimes.	illégitimes.	Total.	Enfants décédés			Mortalité p. 100.		
				légitimes.	illégitimes.	Total.	légitimes.	illégitimes.	Total.
1862 . . .	1,336	960	2,296	335	320	655	25.07	33.33	28.53
1863 . . .	1,422	954	2,376	387	320	707	27.22	33.54	29.76
1864 . . .	1,346	833	2,179	353	280	633	26.23	33.61	29.05
1865 . . .	1,316	658	1,974	448	238	686	34.04	36.17	34.75
1866 . . .	1,300	669	1,969	347	190	537	26.69	28.40	27.27
Totaux .	6,720	4,074	10,794	1,870	1,348	3,218	27.83	33.09	29,81

2° *Enfants assistés.* — On a procédé de la même manière en ce qui concerne le service des Enfants assistés, et en s'attachant spécialement aux enfants qui meurent dans leur première année, on est arrivé aux résultats consignés ci-après :

Années.	Enfants de 1 jour à 1 an		
	envoyés dans l'année.	décédés dans leur 1 ^{re} année.	Mortalité. Proportion p. 100.
1863	2,362	831	35.18
1864	2,700	1,016	37.62
1865	2,756	1,095	39.90
1866	2,960	968	32.70
Total	10,778	3,910	36.28

Si l'on se rappelle que la mortalité des enfants naturels, parmi lesquels figurent ceux qui, en très-grand nombre, sont conservés par leurs mères et se trouvent dans les conditions quasi-normales, est en France de 35.52 p. 100, on reconnaîtra que les résultats obtenus, dans les deux services de la Direction des nourrices et des Enfants assistés, sont relativement favorables et qu'ils attestent l'influence certaine d'une organisation administrative et médicale qui fait défaut presque partout ailleurs. On peut alors pressentir, pour les placements dépourvus de ces garanties, des chiffres beaucoup plus élevés, en regrettant l'absence de bases suffisantes pour dresser à cet égard une statistique digne de quelque attention.

3° *Bureaux particuliers de louage.* — Ainsi que nous l'avons dit précédemment, le document publié récemment par la préfecture de police ne fournit pas avec précision le nombre des enfants placés en nourrice à la campagne par l'intermédiaire des bureaux particuliers; on y a évalué ce nombre à 9,000 en chiffres ronds, et nous sommes porté à croire que c'est même là un chiffre un peu supérieur à la réalité; d'après une statistique dressée par M. Dumesnil, médecin de l'Asile de Vincennes, le nombre des nourrices sur lieu augmente rapidement tous les ans, à ce point que, de 1,581 en 1855, il aurait atteint le chiffre de 2,864 en 1865. A ce nombre approximatif de placements correspondrait un chiffre également approximatif de décès. En effet, ce sont les meneurs qui doivent faire connaître à l'administration les décès survenus parmi les nourrissons qu'ils ont placés, et la préfecture de police nous avertit elle-même que « les meneurs ne connaissent que les décès survenus parmi les enfants dont ils sont restés chargés, c'est-à-dire dont la pension n'a pas cessé d'être payée ». Et comme, d'autre part, elle affirme que les cas de non-paiement du salaire des nourrices sont *très-fréquents*, il s'ensuit que les décès signalés par les meneurs ne s'appliquent pas à la totalité des enfants placés, mais au nombre, assez notamment diminué, des enfants dont les mois de nourrice sont régulièrement acquittés. Des données suffisamment probantes manquent donc absolument pour établir sur ce point un calcul valable de mortalité, et le chiffre de 19 à 20 p. 100 mérite peu de confiance. Cependant, M. le docteur Brochard a présenté, pour l'arrondissement de Nogent-le-Rotrou, des résultats d'après lesquels il évalue à 42 p. 100 la mortalité des nourrissons placés dans cet arrondissement par les bureaux particuliers. Mais M. le docteur Brochard a considéré en masse les enfants de la naissance à 2 ans, et nous avons dit que le calcul ainsi opéré ne présentait pas, en ce qui concerne les nourrissons, une appréciation exacte de la mortalité. L'écart même qui existe entre ces chiffres est une preuve que les uns et les autres ont été établis d'après des données arbitraires ou au moins incertaines.

La mortalité des enfants de Paris, âgés de moins de 1 an, atteint donc les proportions suivantes dans les différents cas que nous avons successivement examinés :

- 1° La mortalité des enfants qui restent à Paris après leur naissance est de 24.36 p. 100
- 2° La mortalité des enfants mis en nourrice par l'intermédiaire de la Direction municipale est de 29.81 —
- 3° Celle des enfants assistés du département de la Seine est de . . . 36.28 —

Quant à la mortalité des nouveau-nés placés par l'entremise des bureaux particuliers ou envoyés directement en nourrice par leurs familles, elle ne saurait être

évaluée d'une manière sérieuse, puisque les données du calcul font presque absolument défaut; mais, d'après les faits observés dans la plupart des départements voués à l'industrie nourricière, il est à présumer que la mortalité qui s'y rattache dépasse de beaucoup celle qui s'applique aux autres catégories de jeunes enfants.

Après avoir indiqué ce qui est spécial à la ville de Paris dans la question de la mortalité des nourrissons, il ne sera pas sans intérêt de jeter un rapide coup d'œil sur les résultats constatés pour la France entière, en ce qui concerne les décès des enfants âgés de moins d'un an.

Un tableau dressé par le bureau de statistique du ministère de l'agriculture et du commerce nous fait connaître ces résultats pour chaque département pendant la période quinquennale de 1861 à 1865. Nous les avons classés d'après la progression croissante de la mortalité.

	P. 100.		P. 100.		P. 100.
1. Creuse	10.87	31. Seine ¹	16.13	61. Tarn-et-Garonne .	18.63
2. Basses-Pyrénées .	12.24	32. Jura.	16.14	62. Orne	18.64
3. Indre	12.50	33. Haute-Saône . . .	16.16	63. Loire	18.93
4. Ariège	12.99	34. Corrèze	16.24	64. Drôme.	19.78
5. Manche	12.99	35. Moselle	16.24	65. Haute-Marne . . .	19.81
6. Haute-Vienne. . .	13.14	36. Gironde.	16.55	66. Isère.	20.15
7. Hautes-Pyrénées .	13.27	37. Doubs	16.57	67. Savoie.	20.37
8. Deux-Sèvres . . .	13.37	38. Lozère	16.65	68. Sarthe.	20.44
9. Vendée	13.51	39. Nièvre	16.67	69. Haut-Rhin	20.75
10. Loire-Inférieure .	13.68	40. Lot	16.69	70. Côte-d'Or	20.91
11. Rhône.	13.93	41. Aveyron.	16.72	71. Vaucluse	21.93
12. Haute-Garonne . .	14.05	42. Hérault	16.76	72. Aisne	21.96
13. Allier	14.24	43. Haute-Savoie . . .	16.78	73. Loir-et-Cher . . .	21.97
14. Landes	14.40	44. Côtes-du-Nord . .	16.80	74. Bas-Rhin	22.11
15. Vienne	14.52	45. Puy-de-Dôme. . .	17.10	75. Gard	22.21
16. Gers.	14.52	46. Calvados	17.16	76. Somme	22.72
17. Morbihan	14.60	47. Ain	17.27	77. Basses-Alpes . . .	22.78
18. Ardennes	14.76	48. Vosges	17.33	78. Loiret	23.06
19. Pyrénées-Orient. .	14.76	49. Charente-Infér ^{re} . .	17.42	79. Seine-et-Oise. . .	23.07
20. Cher	14.77	50. Var	17.47	80. Hautes-Alpes . . .	23.15
21. Bouches-du-Rhône	14.79	51. Meurthe.	17.51	81. Oise	24.18
22. Charente	14.83	52. Nord	17.69	82. Marne	24.46
23. Aude	14.86	53. Lot-et-Garonne. .	17.78	83. Ardèche.	24.69
24. Maine-et-Loire . .	14.91	54. Cantal	17.80	84. Seine-et-Marne . .	24.75
25. Indre-et-Loire . .	14.98	55. Corse	18.08	85. Eure	25.60
26. Dordogne	15.49	56. Alpes-Maritimes .	18.10	86. Aube	25.68
27. Tarn	15.50	57. Ille-et-Vilaine. . .	18.16	87. Yonne	26.12
28. Pas-de-Calais . . .	15.65	58. Meuse.	18.31	88. Seine-Inférieure .	26.27
29. Mayenne.	15.66	59. Saône-et-Loire . .	18.40	89. Eure-et-Loir . . .	29.87
30. Finistère	15.77	60. Haute-Loire. . . .	18.60		

Ces indications sont confirmées par la carte de mortalité dressée par M. le docteur Bertillon pour les enfants de 1 jour à 1 an. Ce savant médecin signale également les départements de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne, de l'Eure et d'Eure-et-Loir comme les plus gravement frappés, et il n'est pas inutile de rappeler ici la note placée au bas de cette carte.

« La mortalité excessive indiquée par la zone noire qui environne le département de la Seine, est uniquement due à l'émigration des enfants de Paris et à l'industrie nourricière; Seine-et-Oise est relativement moins frappé, parce que les

1. Ce résultat, calculé sur les naissances, ne peut donner une idée exacte de la mortalité des enfants à Paris, un grand nombre d'entre eux, ainsi qu'on l'a vu plus haut, étant envoyés à la campagne dès la naissance.

nourrices, placées plus près de la surveillance des familles, y sont payées à plus haut prix et plus surveillées.»

Cette observation de M. le docteur Bertillon vient à l'appui de ce que nous avons dit plus haut, à savoir que les enfants placés directement par leurs familles aux environs de Paris et surveillés par elles ne pouvaient pas donner une proportion de mortalité égale, et à plus forte raison, supérieure, comme on l'a même prétendu, à celle des enfants placés par l'intermédiaire des Petits Bureaux.

Ce n'est pas le seul enseignement que l'on puisse tirer du tableau officiel que nous avons reproduit. Le département d'Eure-et-Loir y occupe le dernier rang; or, depuis 1861, le service de la Direction des nourrices a été supprimé dans ce département. Les placements directs y sont rares; c'est donc aux seuls bureaux de louage que doit être imputée cette énorme proportion de mortalité, car on a déjà fait remarquer que les placements directs des familles ne sont pas très-nombreux dans ce dernier département.

Le département de l'Yonne occupe également un rang défavorable, c'est-à-dire le quatre-vingt-septième. On pourrait n'en pas chercher la cause ailleurs que dans les envois de nourrissons faits pour la ville de Paris par la Direction municipale, l'hospice des Enfants assistés, les bureaux particuliers et un certain nombre de familles parisiennes. Mais il paraît que les hospices de Melun y placent également leurs pupilles et qu'ils autorisent même la nourriture au biberon. Ces enfants, confiés en général à de vieilles femmes, sont exposés à tous les dangers de l'allaitement artificiel, compliqué le plus souvent de l'alimentation prématurée, et bien que nous n'ayons pas de données exactes sur la mortalité qui les atteint, nous pouvons d'avance supposer qu'elle doit être relativement considérable, et influencer probablement, dans une certaine mesure, sur les mauvais résultats fournis par le département de l'Yonne.

Par contre, si la Creuse occupe partout le premier rang et se fait remarquer par une mortalité exceptionnellement favorable de ses enfants (10.87 p. 100), c'est que l'allaitement maternel y est généralement observé et que l'industrie nourricière y est encore à peu près inconnue.

Si l'on veut, en effet, se rendre compte de l'influence que peut exercer cette industrie sur la mortalité générale d'un département, il suffit de jeter les regards sur le tableau suivant, où se trouvent classés, avec le rang qu'ils occupent dans l'échelle de la mortalité, les départements qui alimentent surtout de nourrices les bureaux de louage de la capitale :

	Rang d'après leur plus forte mortalité.		Rang d'après leur plus forte mortalité.
Eure-et-Loir.	89	Oise.	81
Seine-Inférieure.	88	Seine-et-Oise.	79
Yonne	87	Loiret.	78
Aube	86	Somme	76
Eure	85	Loir-et-Cher	73
Seine-et-Marne	84	Aisne	72
Marne	82	Côte-d'Or.	70

On voit que le département de la Côte-d'Or compte, dans la liste générale, 69 départements plus favorisés que lui au point de vue de la mortalité des nourrissons, et que le département d'Eure-et-Loir occupe, sous ce rapport, le quatre-vingt-

neuvième rang, qui est le dernier. On ne saurait attribuer cette grande mortalité qu'aux pratiques de l'industrie nourricière.

En résumé, il résulte des renseignements fournis dans le cours de cette note :

Qu'il est né chaque année, à Paris, de 1862 à 1866, 53,921 enfants en moyenne;

Que, sur ce nombre, 33,872 nouveau-nés seulement sont restés dans la capitale et que les 20,049 enfants qui forment la différence ont été envoyés à la campagne et confiés à des nourrices mercenaires;

Que la mortalité des enfants, de la naissance à 1 an, qui demeurent à Paris dans leurs familles, auprès d'elles, est de 24.36 p. 100; qu'elle est en conséquence supérieure de 14 p. 100 à celle que l'on constate dans le département de la Creuse, et de 7 p. 100 à la moyenne de la mortalité qui frappe les enfants du premier âge dans toute la France;

Que les départements où s'exerce l'industrie nourricière sont ceux précisément dans lesquels les enfants meurent en plus grand nombre durant leur première année.

C'est donc à l'abandon de l'allaitement maternel que sont dus pour la plupart ces tristes résultats, et cet abandon, auquel beaucoup de mères ne se résignent qu'à regret, est motivé sur des raisons peu graves. Les médecins, les pères et toutes les personnes dont l'autorité morale se fait sentir au sein des familles, ont donc le devoir d'insister pour que l'enfant nouveau-né, à moins d'obstacle absolu, reste confié à sa mère et reçoive au foyer domestique, avec l'allaitement maternel, ces soins tendres et éclairés qu'il ne saurait trouver ailleurs.

HUSSON,
Membre de l'Institut.
